



Le jeu mystère des citations aux Finances Publiques

Rappel du principe : on vous propose une citation, il faut en retrouver l'auteur.

Ici, l'auteur de la citation dénonçait un manque de sincérité de la part du gouvernement qui s'était engagé le 17 juillet, lors de la Conférence nationale des territoires, à ne pas baisser les dotations aux collectivités brutalement.

*« M. le 1er Ministre, c'est à la fois de la déception et un sentiment de trahison [...] parce que pendant des années, les collectivités ont fait un effort sur leur fonctionnement. **Vous changez cette politique en réduisant les aides à l'investissement.***

*Comment allez-vous expliquer à une association qui intervient dans les quartiers populaires, en direction des populations les plus défavorisées, que son budget ne sera pas honoré parce que 46,5 millions ont été supprimés sur la politique de la ville, soit 11% des crédits ? [...] **Comment pouvez-***

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

vous dire que vous soutenez l'investissement public local en supprimant 300 Millions d'euros de crédits de paiement qui auraient dû aller sur les territoires ? ».

Qui peut bien être l'auteur de ces mots ? Un militant d'une association qui vient en aide aux plus démunis ? Un député Girondin ? Quelqu'un à qui le pouvoir exécutif avait fait des promesses ?

- **INDICE : ces mots ont été prononcés lors de questions au gouvernement, le 2 août dernier, et dénonçaient la parution du décret n°2017-1182 le 20 juillet annulant 300 millions de dotations aux collectivités.**

Pour la CGT Finances Publiques, ce décret était l'illustration de la continuité des logiques d'austérité mise en œuvre depuis des années dans notre pays.

Cette baisse des dotations a impacté les capacités d'investissement des collectivités (215 millions) en remettant en cause des projets potentiellement utiles aux citoyens, mais également porteurs d'activité économique dans de nombreux territoires. Elle a également impacté la politique de la Ville en fragilisant le monde associatif de proximité qui a pourtant un rôle d'amortisseur social.

Ce même décret a supprimé 76 millions de crédits à la DGFIP pour l'année 2017.

Public: [Humeur\(s\)](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
